



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 87 - juillet/août 1980

POUR ABOLIR
L'ESCLAVAGE
DANS LES FAITS
LES
HARATINES



ne peuvent compter que
sur leurs luttes

voir le sommaire page 2

PRIX : 1 F

14/7/80

sommaire

Pages 2/3

MAURITANIE : éditorial

Pages 4/5

MALI : quand l'UNFM justifie la dot et la polygamie

Page 6

SENEGAL : Ndiouga Kébé et le Khalife : quand 2 milliardaires se rencontrent

Page 7

SOMMET DE L'OUA : cinéma annuel des dictateurs

AFRIQUE DU SUD : du racisme jusque dans les tombes

Page 8

COTE D'IVOIRE : faites ce que je dis...

Pages 9/10

MADAGASCAR : l'Etat a des serviteurs à sa mesure : des corrompus

Page 11

Attentats racistes en région parisienne.

0 0 0

éditorial

MAURITANIE :

POUR ABOLIR L'ESCLAVAGE DANS LES FAITS

LES HARATINES NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS LUTTES

Le gouvernement mauritanien vient d'annoncer que désormais l'esclavage est aboli en Mauritanie.

Ainsi donc le gouvernement vient d'abolir officiellement quelque chose qui, officiellement toujours... n'existe plus depuis l'indépendance ! La constitution elle même affirme en effet que tous les mauritaniens sont égaux devant la loi. Mais comme chacun sait -et le gouvernement vient de le reconnaître à sa façon- cela n'a pas changé grand chose ni pour les esclaves, ni pour leurs maîtres.

Car les rapports d'exploitation et d'oppression entre des féodaux arabo-berbères et leurs esclaves noirs, les haratines, ne sont pas basés sur des textes légaux. Il s'agit de rapports sociaux profonds, hérités du passé, mais perpétués aujourd'hui encore, en particulier par les tenants de l'Etat eux-mêmes. Car les dignitaires de l'Etat mauritanien sont dans leur quasi totalité, des féodaux arabo-berbères qui possèdent presque tous des esclaves.

Selon les chiffres officiels (d'ailleurs contestés par les nationalistes noirs), la Mauritanie est en majorité habitée par des blancs arabo-berbères. Ces blancs possèdent des esclaves noirs appelés Haratines. Cette population parle le bidani (langue parlée par leurs anciens maîtres arabo-berbères).

Les haratines sont des négro-africains qui ont été réduits en esclavage soit pendant la "djihad" (guerre sainte) soit pendant la traite. Ils sont originaires, soit de l'empire Soninké du Ghana (8^{ème} siècle 13^{ème} siècle), soit des peuples qui vivaient le long du fleuve Sénégal et qui ont été réduits en esclavage par les arabes.

Et pendant la colonisation, le colonialisme français a toujours laissé les féodaux faire ce que bon leur semblait des esclaves.

En Mauritanie, l'esclavage a pris un aspect racial, car les maîtres étaient arabo-berbères, et les esclaves étaient noirs. Mais l'esclavage existait aussi au Sénégal ou au Mali, entre noirs, et il a laissé des marques profondes jusqu'aujourd'hui.

Après les indépendances, surtout au Mali et en Guinée, les gouvernements de Modibo Kéita et de Sékou Touré ont été obligés de prendre la mesure que le gouvernement Mauritanien vient de prendre, c'est-à-dire abolir officiellement l'esclavage. Mais même dans les pays où toute la population est noire, l'abolition officielle de l'esclavage n'a pas résolu tous les problèmes. Jusqu'à maintenant, les fils

... / ...

abonnements

FRANCE : 1 an

.ordinaire : 12 F

.sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier
B P 145, 75 023 Paris Cédex
en spécifiant : "pour le PAT"

des anciens esclaves, qu'ils soient riches, instruits ou pauvres, sont toujours considérés comme inférieurs par les fils des autres castes.

Même ici dans l'émigration par exemple, ce sont les fils des anciens esclaves qui, dans les foyers, font en général la cuisine pour toute la communauté, sous peine d'en être exclus.

Cela fait déjà un certain temps que l'on ne peut plus vendre ou acheter en Mauritanie, des esclaves, -bien que, récemment encore, certains esclaves devaient payer une certaine somme à leurs anciens maîtres pour que ces derniers les considèrent comme affranchis. Mais l'esclavage se perpétue quand même sous une certaine forme, par la pression des traditions sociales, mais aussi et plus encore, par la pression de la misère qui contraint des milliers de haratines à rester au service de leurs anciens maîtres, offrant aux propriétaires de troupeaux de chameaux, moutons, vaches ou chèvres, une main d'oeuvre servile. Ils travaillent comme gardiens de bétail ou domestiques.

Mais les maîtres en question ne sont pas toujours des nomades féodaux, profitant de privilèges d'un autre âge. Souvent, le fils de féodal est devenu haut fonctionnaire; mais si en changeant de situation sociale, il a abandonné quelques unes des traditions, il n'a pas abandonné celle de posséder de fait, des esclaves.

Il arrive très souvent que les ambassadeurs ou les consuls qui s'en vont à l'étranger emmènent avec eux, leur esclave domestique. Même si un haratine est affranchi et arrive à s'instruire, à la moindre querelle avec un descendant de maître d'esclave, il est traité d'esclave.

C'est tous ces problèmes politiques et sociaux qui ont fait se révolter récemment, un certain nombre d'intellectuels haratines et affranchis. Ils avaient même organisé des manifestations contre la ségrégation dont ils sont les victimes. Le régime de Ould Haïdallah les a jetés en prison. Mais c'est probablement pour apaiser le mouvement naissant que le régime a fait le geste de réaffirmer son opposition à l'esclavage.

En commençant à se battre, les haratines ont certainement fait le seul choix susceptible de changer leur condition. Ils ne peuvent pas compter sur des décrets qui ont d'ailleurs de fortes chances de ne même pas trouver un commencement d'application, tant l'appareil d'Etat est truffé, à tous les niveaux, de féodaux trop intéressés au maintien de la situation actuelle pour réellement réprimer tous les propriétaires "illégaux" d'esclaves.

Cela dit, les intellectuels qui composent pour l'essentiel le mouvement actuel des haratines, même s'ils se battent et parviennent à des résultats, peuvent parfaitement se satisfaire de résultats qui ne concernent qu'eux-mêmes, c'est-à-dire, cette minorité haratine, enseignants, fonctionnaires ou commerçants, pour qui leur origine est un handicap dans l'ascension sociale, mais qui ne cherchent, au fond, à se débarrasser de ce handicap que pour mieux s'intégrer dans la société telle qu'elle est.

Pour les autres, pour la masse des haratines sans instruction, sans capitaux, esclaves tout court dans le passé, destinés à devenir des esclaves salariés dans le futur, le chemin de l'émancipation complète passe par la révolu-

tion prolétarienne. Car leur misère n'est pas un problème de caste, mais un problème de classe. S'ils sont des parias parmi les parias, de par leur origine haratine, c'est leur condition d'exploité, de pauvre, c'est-à-dire en fin de compte leur condition de prolétaire, qui fait qu'aucune mesure légale prise dans le cadre d'une société capitaliste ne peut les libérer.

Alors oui, la suppression réelle, complète et définitive de l'esclavage, comme de toutes les inégalités de castes, suppose des bouleversements sociaux profonds. C'est au prolétariat de l'accomplir. Les haratines ont leur place dans ce combat.

== *** == *** == *** == ***

MALI QUAND L'UNFM JUSTIFIE LA DOT ET LA POLYGAMIE

L'Union Nationale des Femmes du Mali, mouvement pro-gouvernemental dirigé par madame Moussa Traoré, s'est élevée dans le supplément de son mensuel "Césiri" daté du 16 juin, contre l'ampleur prise par certaines cérémonies familiales et religieuses, en affirmant vouloir limiter les dépenses occasionnées par ces cérémonies.

C'est ainsi que, sur les problèmes relatifs aux cérémonies du baptême, de la circoncision, du mariage et du décès, l'UNFM a fait les propositions de lois suivantes : "Les cérémonies de baptême se limiteront strictement à la cérémonie religieuse des hommes. Tout autre rassemblement est systématiquement interdit (...)" . Pour la circoncision, "toutes manifestations lors de cette cérémonie sont formellement interdites." Quant au mariage, "les cérémonies de distribution de cola se limiteront au seul cercle familial, sans manifestation aucune. Les sommes exigées des parents du fiancé ne doivent faire l'objet d'aucune surenchère ni spéculation."

"Les listes des beaux-parents à saluer par le fiancé doivent être réduites et les cadeaux à l'occasion de ces salutations se borneront à 10 noix de cola seulement". L'UNFM ajoute : "l'exposition du trousseau de la mariée occasionnant des dépenses supplémentaires est interdite (...). Toutes les cérémonies du mariage devront se dérouler en un seul jour (...)" .

Sur le décès, l'UNFM qui se réfère au coran et aux coutumes maliennes, demande que "les cérémonies rituelles de sacrifices soient réduites à leur plus simple expression. Les attroupements dans la concession mortuaire les jours suivant l'enterrement sont interdits".

Enfin la circulaire n° 3 de l'UNFM se termine en ces termes : "Toute infraction aux dispositions ci-dessus donnera lieu à une amende qui sera infligée au chef de famille dans laquelle se déroulera la cérémonie".

Ces propositions visant à limiter les dépenses cérémoniales des familles, constituent-elles la petite contribution personnelle de madame Traoré à la politique d'austérité prônée par son dictateur-général de mari ? Ou bien l'UNFM veut simplement rappeler qu'elle existe, et qu'elle a même l'audace -progressisme oblige- d'égratigner, sur papier, certains aspects mineurs des sacro-saintes coutumes liées à la religion ?

... / ...

Peu importe, car chacun sait que ces propositions, même si elles étaient légalement adoptées, ne changeront rien aux coutumes. Tout au plus, donneront-elles à l'Etat quelques nouvelles occasions de percevoir des amendes.

L'UNFM, qui prétend "promouvoir les femmes" dans la société malienne, bavarde ; mais même ses bavardages restent dans les limites respectant quelques unes des traditions les plus rétrogrades et qui pèsent essentiellement sur les femmes. Elle s'indigne par exemple du prix élevé auquel les familles marchandent une femme à marier -mais elle ne s'indigne pas de ce que la femme soit une simple marchandise que l'on vend, que l'on achète.

Comme elle ne s'indigne pas de la polygamie, c'est-à-dire du droit des hommes les plus aisés d'acheter autant de femmes que leurs moyens leurs permettent. Comme elle ne s'indigne pas des relations que peuvent avoir entre eux, deux êtres humains, dont le mariage a été bien souvent négocié sans même qu'ils se connaissent. Ce sont là des coutumes profondément ancrées sans doute, qu'un grand nombre de femmes elles-mêmes acceptent et trouvent normales. Mais ce sont des coutumes rétrogrades, indignes, auxquelles il faudra mettre fin.

Certaines de ces coutumes ont tendance à disparaître. L'évolution de l'économie capitaliste, la pauvreté et la misère qu'elle engendre, font éclater les familles. Elle pousse les uns à changer de mode de vie, elle contraint les autres à émigrer vers les villes, voire vers d'autres pays. Les traditions -les mauvaises comme les bonnes- n'ont plus la même force.

Mais cette évolution capitaliste n'atténue quelques aspects de l'ancienne oppression de la femme que pour lui substituer de nouvelles. De plus en plus nombreuses sont les femmes qui n'acceptent pas le rôle subordonné auquel la société veut les cantonner. Leurs luttes ont droit à la solidarité de tous ceux qui combattent la société d'exploitation.

En tous les cas, les travailleurs décidés à s'engager dans la lutte pour leur émancipation sociale, doivent lutter en même temps contre toute forme d'oppression qui pèse sur les femmes.

* * * * *

SENEGAL N'DIOUGA KEBE ET LE KHALIFE

QUAND DEUX MILIARDAIRES SE RENCONTRENT

Le khalife général des Mourides, Sérigne Abdoul Ahad Mbacké (chef marabout) a été invité pendant une semaine chez Ndiouga Kébé, le milliardaire sénégalais.

Le journal "Le Soleil" trouve grandiose la suite du khalife (800 personnes), le nombre de serviteurs que N'diouga Kébé a mis au service de ses hôtes (1 800 serviteurs) et la quantité de victuailles. Citons "Le Soleil" : "Il serait prévu, chaque jour, 7 tonnes de riz, 100 moutons, 10 bœufs, 400 kg de poissons, 4 fûts d'huile, 300 poulets, 7 t. de couscous marocain, 500 caisses de boissons, 250 caisses de fruits, 37 de lait, 10 t. de sucre, autant de tomate".

Que des hommes puissent étaler autant de richesses au milieu de la pauvreté générale, c'est révoltant ! Alors que des milliers de gens au Sénégal, ont du mal simplement à survivre, des quantités de vivres, de forces sont dilapidées en dépenses fastueuses.

L'Afrique en général, et le Sénégal en particulier, n'ont certainement pas le monopole de l'exploitation de la crédulité. Il n'y a qu'à voir comment les techniques les plus avancées - avions pour se déplacer, satellites pour la retransmission télévisée - des pays les plus développés sont mis à la disposition du pape, représentant en chef d'idées, de croyances rétrogrades.

Les croyances religieuses et le poids des hiérarchies traditionnelles sont forts parce que survivances d'un long passé, mais aussi parce qu'elles sont intégrées dans la société présente. En l'occurrence le présent a été représenté en la personne de N'diouga Kébé. En d'autres occasions, c'est Senghor qui fait des salamaleck à tel autre marabout.

L'accolade fastueuse du khalife général des Mourides et d'un des plus riches bourgeois autochtones du Sénégal est tout un symbole. La confrérie Mouride a su parfaitement s'intégrer dans l'économie capitaliste et ajouter au commerce lucratif du spirituel, -cadeaux des fidèles, dons de toutes sortes- le commerce encore plus lucratif de l'ararchie produit pour elle par des talibés durement exploités au nom de la religion.

Quant aux capitalistes de l'espèce de N'diouga Kébé, qui bâtissent leur fortune sur l'exploitation -de forme moderne celle-là- de leurs ouvriers, ils savent que les marabouts constituent, aux côtés des juges, des policiers et des militaires, de solides piliers pour l'ordre social qui leur profite.

Les uns comme les autres ont en commun d'être riches de l'exploitation du travail des pauvres

Cela ne tiendra que jusqu'au moment où les exploités, sortis de leur crédulité et de leur résignation, ne permettront plus à tous ces marabouts de s'engraisser sur leur dos et les balayeront, en même temps que leurs coréligionnaires dans la même religion de l'argent comme N'diouga Kébé !

SOMMET DE L'O U A

CINEMA ANNUEL DES DICTATEURS

Du premier au 4 juillet, s'est tenue à Freetown (Sierra-Léone), la 17^e conférence au sommet de l'OUA. Cette année, cela a donc été au tour des sierra-léonais d'assister au défilé de dictateurs, et au déploiement de fastes, que constituent ce genre de manifestations.

Eh oui ! Il faut bien que nos chefs d'Etat s'occupent. Ces messieurs éprouvent le besoin de se retrouver de temps en temps, au moins pour donner l'impression que l'OUA sert à quelque chose et que l'unité africaine qu'elle est censée incarner a un semblant d'existence.

Mais les discours sur l'unité du continent africain ne font plus recette, tant il est vrai que les régimes en place sont tous des défenseurs des frontières existantes, -du moins des leurs propres-. Ils sont tous des farouches gardiens de la division du continent en une multitude d'Etats, plus ou moins rivaux, plus ou moins repliés sur eux-mêmes, facilement dominés, pour la plupart, d'entre eux par les ex-puissances coloniales.

Alors, une fois par an, chefs ou dignitaires des Etats africains se retrouvent dans une solennelle comédie pour parler d'unité et d'intérêts communs de tous les africains. Mais tout au long de l'année, c'est chacun chez soi, car pour une large partie, c'est précisément autour des appareils d'Etat nationaux, que les couches privilégiées bâtissent leurs privilèges.

Et si ces Etats ont en commun quelque chose, c'est d'être tous des instruments d'oppression contre leurs classes exploitées ; et s'ils sont unis, c'est dans une même férocité dans l'oppression.

Article extrait du TABALLE, bulletin bi-mensuel de l'UATCI :

AFRIQUE DU SUD : DU RACISME JUSQUE DANS LES TOMBES

A Randbourg, dans la banlieue de Johannesburg, un plan a été établi par le conseil municipal pour enlever 270 cadavres de noirs de leur tombe pour laisser la place à des cadavres de blancs.

Pour le régime raciste sud-africain, la ségrégation raciale ne doit pas seulement frapper les noirs vivants, mais aussi leur cadavre.

En arriver à faire la distinction entre les os d'un blanc et ceux d'un noir ? Cela est incroyable ! Mais ce fait odieux montre bien jusqu'à quelle folie le racisme peut conduire un régime qui l'utilise comme moyen de gouvernement.



CÔTE D'IVOIRE

FAITES CE QUE JE DIS....

NE FAITES PAS CE QUE JE FAIS

La dirigeante du syndicat des instituteurs ivoiriens, Anne Allangba, en tant que femme et syndicaliste, accordait récemment une ^{interview} à "Fraternité Matin", journal local.

Au journaliste qui lui demandait si elle avait des conseils à donner à ses "soeurs", voici quelques uns de ses conseils : "aux travailleuses, je demanderais de penser à fournir un bon rendement dans leur travail ; aux maîtresses de famille, je demanderais de savoir organiser leur foyer et leur temps."

Drôle de syndicaliste qui conseille aux femmes travailleuses d'être esclaves des patrons et esclaves au foyer. Mais qu'attendre de plus de quelqu'un qui est, de surcroît, membre de l'aristocratie syndicale à la solde de Houphouët ?

Seulement, cette femme qui donne de si bons conseils à "ses soeurs africaines" dépasse les bornes quand elle affirme tranquillement, à propos de son travail à la maison : "je m'assure que tout est dit et compris des domestiques avant de quitter mon foyer !" Et elle ajoute : "à la maison, tout dépend de ceux qui y vivent et de ceux que l'on charge d'exécuter les travaux".

Rien d'étonnant que Anne Allangba tienne ce langage aux femmes ! Pendant qu'elle syndicalise, des domestiques lui préparent tout à la maison.

* * * * *

Extrait du TABALLE :

SENEGAL : L'ETAT ENVOIE LA POLICE CONTRE LES TRAVAILLEURS

La CFAO, entreprise qui vend des pièces détachées pour automobiles a décidé, le 30 juin dernier, de fermer un secteur jugé non rentable.

Dès l'annonce du licenciement collectif, les 75 employés concernés ont séquestré le patron en signe de protestation. Le gouvernement de Senghor, au courant de l'affaire, a aussitôt envoyé la police qui a libéré le patron.

Comme quoi l'Etat est au service des patrons et des riches, contre les travailleurs.

* * * * *
* * * * *
* * *

MADAGASCAR

L'ETAT A DES SERVITEURS A SA MESURE : DES CORROMPUS

Depuis sa tournée du mois de mai dans la région de Fianarantsoa, Ratsiraka dénonce les agissements de certains responsables élus, dans le trafic de riz.

En effet le riz est vendu par l'Etat à 55 FMG le Kg (65 FMG depuis le 15 juin 1980). Mais l'Etat n'ayant pas les moyens d'en importer en quantité suffisante, il y a une pénurie à longueur d'année. Ce qui fait que dans les marchés le riz est vendu jusqu'à 80 FMG le Kapoaka (280 FMG le Kg) et même plus. L'idée a été toute trouvée pour les responsables du ravitaillement, ou certains élus chargés de la répartition, d'en revendre à des commerçants moyennant commissions, ou de le faire revendre au marché noir pour empocher eux-mêmes la différence.

C'est une pratique aussi vieille que la pénurie elle-même. Mais c'est aujourd'hui que le régime semble mettre le paquet sur sa dénonciation. Aux cérémonies du 15 juin, commémorant le 20^e anniversaire de l'indépendance et le 5^e de l'arrivée au pouvoir de Ratsiraka, ce dernier a longuement insisté sur le phénomène ; il a particulièrement dénoncé la corruption par le jeu de mots suivant : "olom-boafidy voavidy", qui signifie, littéralement : "des élus vendus".

Depuis 1975, les responsables élus des Fokonolona (municipalités) et des regroupements de Fokonolona, constituent une hiérarchie plus ou moins distincte de l'administration, le sommet étant l'ANP (Assemblée Nationale Populaire). Exemple : le chef de Faritany (province) est en même temps un administrateur et le chef des élus de la province. Au total il y a plus de 11 000 élus dans toute l'île.

Ratsiraka, après avoir annoncé que certains élus (sans donner plus de précisions) ont été emprisonnés, préconise l'accélération de la mise en place des "coopératives socialistes" et une plus grande surveillance sur les élus. Il conseille à toute la nation de suivre l'exemple qu'il donne, lui qui "ne détourne pas de fonds, n'abuse pas du pouvoir, ne reçoit pas de pots de vin, n'a pas de conduite indigne...".

Si les responsables locaux du ravitaillement -fonctionnaires ou élus- trempent souvent dans le marché noir ou les combines diverses, c'est parce qu'ils ont le sentiment d'être protégés par la hiérarchie des supérieurs qui trempent eux-aussi dans des affaires analogues ; à la différence que cela porte sur des sommes plus importantes.

Voici ce que disait le colonel Fiakara, conseiller de Ratsiraka, dans une réunion de directeurs et de chefs de service : "endiguer le mal c'est facile à dire et à le faire, mais ce qu'il faut craindre le plus c'est la répercussion lors d'une intervention d'une personnalité politique qui a tendance à protéger le corrompu car la personnalité elle-même, ayant des intérêts dans l'affaire (...). Dans ce cas, explique le conseiller Fiakara, il faut montrer au protecteur la faute de son protégé pour lui ouvrir les yeux". (Cité par le journal Madagascar Matin du 6 mars 1980.)

Mais certains conseillers de Ratsiraka eux-mêmes trempent dans des affaires louches. C'est ce qui a permis au conseiller Remanindry -et à bien d'autres- d'acquérir de fonds de commerce importants en quelques mois.

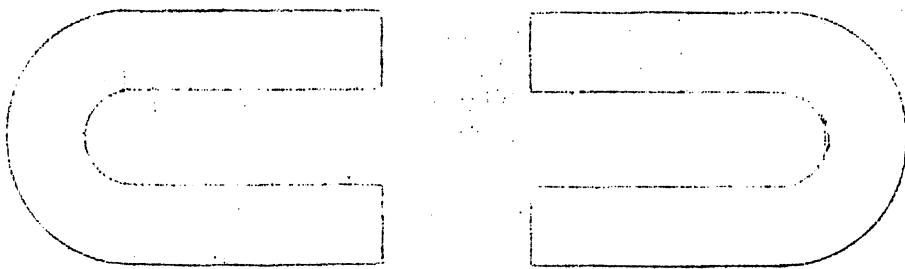
.../...

On peut bien croire que Ratsiraka préfèrerait que l'appareil d'Etat fonctionne bien, avec des fonctionnaires "honnêtes" au sens où l'entend un homme d'Etat bourgeois responsable, c'est-à-dire avec des fonctionnaires qui travaillent pour servir l'Etat, mais pas pour se servir eux-mêmes. Cela, non pas pour les intérêts de la population laborieuse, mais pour la bonne marche de l'ordre bourgeois que défend l'Etat.

Mais les Ratsiraka -pas plus que les Senghor, les Traoré ou les Houphouët Boigny- ne pourront jamais mettre fin à la corruption, à supposer même qu'ils le veuillent réellement. Car dans tous ces pays pauvres, où l'écrasante majorité de la population est réduite à la misère sinon à la famine alors qu'une petite minorité est dans l'opulence, l'Etat protège des inégalités, des injustices révoltantes. Il est en même temps d'ailleurs, source de privilège et de profit. L'Etat recrute nécessairement des serviteurs correspondant à l'ignominie de leur fonction, c'est-à-dire des hommes vénaux, préoccupés de leurs intérêts personnels, insensibles à l'intérêt général, y compris pour une large part, à ceux de leur propre classe.

Même dans les pays riches, la bourgeoisie ne peut trouver que des hommes vénaux pour la servir. Chacun connaît les scandales des pots de vin donnés par la société Loockeed à des hommes d'Etat belges ou japonais, ou encore des diamants reçus par Giscard.

Pour les exploités, le problème n'est pas de rendre l'Etat moins corrompu. Leur problème, c'est de détruire ces Etats qui, quelque soit le degré de corruption de leurs fonctionnaires, sont toujours des appareils d'oppression destinés à mâter les classes travailleuses.



Attentats racistes en région parisienne

Depuis environs deux mois, de nombreuses agressions racistes sont perpétrées par une bande d'éléments d'extrême droite, contre des travailleurs immigrés.

Le 3 juillet dernier, un travailleur malien d'une trentaine d'années est trouvé mort à Paris, dans le 11^e arrondissement, des suites de blessures par lame de rasoir. Mais c'est surtout à Bondy, dans la Seine Saint-Denis, que la situation a été plus alarmante.

Dans cette ville de banlieue, les bandes fascistes ont attaqué les enfants d'immigrés à la sortie de l'école. Ils ont attaqué des travailleurs dans des coins de rue, ou même lancé des cocktails molotov sur leurs habitations.

Suite à ces agressions, "une véritable psychose raciale", selon les termes même du maire socialiste de Bondy, s'est emparée de la ville. On raconte que le corps d'une femme de "couleur" a été retrouvé dans une rue, "découpée en morceaux", ou qu'un algérien a été attaqué, dont le dos était lésardé par les coups de rasoir, etc...

Les autorités locales ont aussitôt réagi. Mais ce ne sont pas des mesures administratives du maire de Bondy (affiches dans toutes les places publiques) ou la surveillance redoublée de la police à qui il a fait appel, qui feront reculer les racistes.

C'est aux travailleurs immigrés de s'organiser, en faisant appel à tous les anti-racistes, et de répondre à la violence par la violence, pour faire peur à ces bandes racistes.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.